

ARRETE DU MAIRE

Portant règlement en matière de démarchage d'entreprises (Porte à porte)

Le Maire de la commune de Margency,

Vu la Loi n°1III-1 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2211-1, L.2212-1, L.2212-5, L.2542-2, L.2131-1 et L2131-3,

Vu les articles R.610-5 et R.644-3 du code pénal,

Considérant que la vente à domicile, appelée « porte à porte », consiste à proposer au consommateur de souscrire un contrat de vente, de location ou de prestation de services. Le démarchage est soumis à une réglementation protectrice portant le contenu du contrat et les délais de rétractation,

Considérant que l'activité de démarchage à domicile s'intensifie sur le territoire de la commune,

Considérant le nombre croissant d'appels reçus en Mairie concernant les faits de démarchage commercial et quant à la nature des prestations proposées,

Considérant le nombre de sociétés se présentant en Mairie afin de déclarer le démarchage à venir,

Considérant qu'il est nécessaire aux services chargés de la sécurité de la voie publique de connaître les sociétés exerçant du démarchage commercial sur la commune,

Considérant qu'il appartient au maire de réglementer l'activité de cette pratique sur la commune du Margency au vu de précédents faits d'usurpation d'identité, de qualité ou d'abus de faiblesse,

Considérant dès lors qu'il y a lieu de réglementer cette pratique dans l'intérêt général, afin de prévenir toute atteinte à la tranquillité et à l'ordre public,

ARRETE

Article 1- La pratique du démarchage commercial ou quête sur le territoire de la commune est autorisée sous réserve que toute société ou entreprise individuelle ou entreprise artisanale ou association déclare physiquement à la mairie de Margency auprès du secrétariat de la mairie ,15 jours avant de commencer la prospection.

Elle devra fournir :

- Un extrait K-bis de moins de 3 mois
- Les cartes professionnelles des agents exerçant
- L'objet, la durée et le lieu de leur démarchage avant toute prospection
- L'immatriculation des véhicules avec lesquels ils vont circuler dans la commune.

Les informations recueillies seront enregistrées sur un registre tenu en Mairie et comprenant :

- La dénomination commerciale, le numéro de SIREN/SIRET, L'identité,
- L'immatriculation du ou des véhicules des agents prospectant, L'objet de la prospection,
- Les secteurs visés de la commune ainsi que la durée de leurs interventions.

Les informations recueillies seront transmises à la Police Municipale.

Elles seront conservées pendant un an. Conformément à la loi « informatique et libertés », le droit d'accès aux données s'effectue auprès de la Police Municipale de Margency– 01 39 59 29 20 – 1 rue René Cassin à Andilly, police.municipale@mairie-andilly.fr. Aucune attestation de cette déclaration ne sera délivrée par les services de la Mairie. Le démarchage ne pourra avoir lieu que du lundi au vendredi de 09 heures 00 à 18 heures 00.

Article 2– Les habitants qui s'estiment victimes de pratiques commerciales déloyales ou agressives ou encore d'usurpation manifeste d'identité de la part de démarcheurs à domicile sont invités à prendre contact avec la police municipale.

Article 3 – Tout démarchage ou quête non déclaré fera l'objet d'une interruption immédiate d'activité sur la commune. Les prospecteurs s'exposent à une contravention prévue et réprimée par l'article R.610-5 du code pénal.

Article 4– Le fait d'avoir déclaré une prospection ou une quête n'autorise en aucun cas le mandataire à se déclarer accrédité par la commune pour démarcher les particuliers.

Article 5– Le fait, sans déclaration régulière, d'exercer sur la voie publique la pratique de vente à domicile appelée « porte à porte », d'avoir en violation des dispositions du réglementaires du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Article 6– Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par affichage. Il pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de PONTOISE dans un délai de deux mois à compter de sa notification. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 7-Tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Le Commissaire de la Police Nationale d'Enghien-Montmorency,
- Le Chef de la Police Municipale,
- La Directrice générale des services de la Mairie de Margency,
- Service Communication.

Fait à Margency le 24 octobre 2023

**Le Maire certifie le caractère
Exécutoire de cet acte**



**Le Maire,
Thierry BRUN**

